

Editorial

Les publications de résultats du Programme national de recherche «Extrémisme de droite – causes et contre-mesures» (PNR 40+) provoquent régulièrement de vives réactions. Celles-ci vont de répliques scientifiques objectives à des courriers scandalisés et des interventions politiques à l'intention du Conseil fédéral. Peut-on tirer des conclusions pertinentes en interrogeant des victimes? Quel est le rapport entre des études sur le populisme de droite ou les procédures de naturalisation et l'extrémisme de droite? A-t-on le droit d'affirmer que les partis populistes de droite sont partie intégrante de la politique en Suisse? Tels sont certains des arguments invoqués. Une question qui revient souvent est celle de savoir s'il est au fond légitime de faire de la recherche orientée unilatéralement vers l'extrémisme de droite.

La réponse est simple du point de vue formel: le mandat de réalisation du PNR 40+, tel qu'il a été décidé par le Conseil fédéral en 2001, ne laissait et ne laisse aucune marge à une recherche sur l'extrémisme orientée dans une autre direction. Le Fonds national suisse s'est engagé, en se chargeant du PNR 40+, à faire étudier les causes, les contres-mesures et le contexte social de l'extrémisme de droite.

Bien sûr, le rapport 2006 du Département fédéral de justice et police «Sécurité intérieure de la Suisse» permet d'argumenter que la violence d'extrême gauche est un problème tout aussi grave, sinon plus. Mais il n'appartient pas au PNR 40+ de participer à ce débat. Les programmes de recherche n'ont en effet pas pour mission de réagir à des instantanés de la situation sociale par des évaluations ad hoc. Leurs résultats se basent sur des études qui durent plusieurs années et dont le sérieux et la qualité sont contrôlés plusieurs fois pendant

cette période en faisant appel à des experts internationaux. Mais lorsqu'un programme de recherche s'intitule «Extrémisme de droite», il semble que ses résultats soient accueillis en faisant totalement abstraction de ce contexte.

Il est légitime de poser des questions critiques. La recherche en soi a une tradition de questionnement critique. Les découvertes scientifiques sont rarement des réponses définitives. C'est par le débat et la discussion que les bénéfices d'une étude se dégagent. En effet, un processus indispensable de validation se met alors en route, des passerelles se construisent, permettant de défricher de nouveaux terrains. Mais il serait funeste qu'au lieu de cela, la thématique de la recherche ne soit accueillie que du point de vue de sa digestibilité politique.

Il est souhaitable que les études du PNR 40+ continuent à provoquer des débats animés. La question suivante se pose en effet: la Suisse a-t-elle la volonté de débattre de l'extrémisme et du populisme de droite? En 2001, le Conseil fédéral était unanime: cette thématique doit faire l'objet de recherches. Espérons que cette évaluation est toujours d'actualité.

Stephanie Schönholzer, coordinatrice
du programme PNR 40+

Colloque

31 janvier 2008, 13.30–17.15 h,
Haus der Universität, Berne

Violence d'extrême droite: acteurs, victimes, prévention

Le 31 janvier 2008 aura lieu un colloque public du PNR 40+. Les résultats des études issues de trois projets seront discutés avec des représentants venant de la science et de la pratique.

Veuillez svp vous inscrire jusqu'au 25 janvier 2008 auprès du: Fonds national suisse, Programme national de recherche 40+, CP 8232, CH-3001 Berne (ou nfp@snf.ch)

Informations complémentaires:
www.pnr40plus.ch

Entre soupçons d'abus et fierté nationale

Compte-rendu du colloque «Comment le populisme de droite influence-t-il la politique migratoire de la Suisse?» du 30 octobre 2007 à Berne

Judith Stofer, journaliste indépendante RP à Zurich

Le populisme de droite, l'Union démocratique du centre (UDC) et la politique migratoire étaient au centre du colloque organisé par le Fonds national suisse. Quelque 70 personnes travaillant dans l'administration, la science ou les organisations à but non lucratif ont participé à cette manifestation à Berne.

Le Programme national de recherche «Extrémisme de droite – causes et contre-mesures» (PNR 40+), approuvé par le Conseil fédéral en 2001, arrivera à son terme au printemps 2008. Au cours des derniers mois, une bonne partie des résultats définitifs ont déjà été présentés au public. Ce premier colloque à Berne devait permettre de débattre de certains résultats avec des expert-e-s des secteurs de la science et de la pratique.

Marcel Niggli, président du Comité de direction du PNR 40+ et professeur de droit pénal et de philosophie du droit à l'Université de Fribourg (Suisse), a accueilli les participant-e-s venus de toute la Suisse en disant qu'il était heureux de pouvoir présenter les résultats de recherche de deux projets. Ces projets de recherche se concentrent sur la question de l'influence du populisme de droite sur la politique migratoire de la Suisse, a-t-il expliqué. Daniel Höchli, directeur du FNS, a indiqué que le PNR 40+ fait partie de onze Programmes nationaux de recherche actuellement en cours. Ceux-ci sont un instrument de recherche orientée visant à apporter une contribution à la solution de problèmes urgents d'importance nationale.

Des questions politiques délicates ne sont pas épargnées. Il en découle un risque de récolter des critiques. Daniel Höchli a souligné que le Conseil de la recherche, conformément aux habitudes du Fonds national suisse, a accompagné ce programme et a contrôlé la qualité de la recherche.

Extrême asynchronisation

En introduction à son exposé, **Bruno Schoch** s'est déclaré surpris d'avoir reçu une invitation à intervenir lors du colloque alors qu'il n'est pas connu en Suisse. Il est né à Herisau en Rhodes extérieures et est parti à Francfort-sur-le-Main en 1970 – à l'époque de l'initiative Schwarzenbach – pour y poursuivre ses études. Depuis, il vit en Allemagne et travaille sur le nationalisme, les conflits minoritaires et la démocratisation. Il est membre du Conseil de la fondation de Hesse pour la recherche sur la paix et les conflits. C'est peut-être en sa qualité d'émigré qu'il avait été invité à faire l'exposé d'introduction «Populisme de droite et politique migratoire», a-t-il dit, car venant de l'extérieur, il n'avait pas à redouter «de marcher sur les pieds de quiconque sur ce terrain de politique intérieure miné».

La fin du conflit est-ouest avec l'ouverture du mur de Berlin en 1989 a déclenché un mouvement international de modernisation. Cette internationalisation forcée a accéléré les migrations internationales et a rendu les États nationaux plus perméables. «Alors que tout le monde parlait de cette césure dans l'histoire de l'humanité, la Suisse était ce 'Sonderfall' où de tout autres sujets

intéressaient l'opinion publique», M. Schoch a-t-il résumé. Ainsi par exemple la démission de la première Conseillère fédérale Elisabeth Kopp, l'«affaire des fiches» ou le boycott des manifestations du 700e anniversaire en 1991. «Je me sentais plus que jamais étranger à la Suisse.» On peut définir ce qui se passait à l'époque en Suisse et dans le monde comme une extrême asynchronisation, a-t-il dit. Dans ce «curieux narcissisme de la Suisse», en particulier au sein de la gauche, un isolement international dérouter s'est fait jour. La montée de Christoph Blocher à cette époque n'est pas le fruit du hasard: «il a eu du succès en thématissant et en politisant, à sa manière populiste de droite, les peurs qui préoccupaient la gauche et le centre suite à l'effondrement historique de certitudes ancestrales».

«Chez soi»

En raison de la mondialisation, les États nationaux sont aujourd'hui trop petits pour résoudre bon nombre de problèmes, a souligné M. Schoch. L'érosion des compétences de décision démocratiques des États a dû en partie être compensée par des coopérations internationales. M. Schoch s'est déclaré convaincu qu'en entrant dans l'UE, la Suisse aurait à gagner en influence et en participation internationale. À son avis, les débats suisses sur l'UE et ses chances ont été trop défensifs – également parmi la gauche. L'insistance sur la souveraineté nationale et la démocratie directe a parfois un côté fictif, a-t-il dit: «quelle est la souveraineté de la Banque nationale suisse par rapport à l'UE et à la Banque centrale européenne (BCE) lorsqu'elle



détermine les taux d'intérêts de référence?» Il a exprimé le souhait que le débat sur la démocratie et la souveraineté soit plus honnête. C'est selon lui le seul moyen de ne pas abandonner complètement ce terrain au populisme de droite.

Les accélérations et les transformations qui ont eu lieu en Europe depuis 1989 ont eu des effets tangibles. En même temps que les modes de vie, les certitudes et les habitudes étaient profondément remis en question, un désir d'appartenance, de communauté et d'identification avec ses semblables, de «nid douillet», se fit jour. «La mondialisation et la modernisation renforcent visiblement le besoin d'identité singulière, d'appartenance ethnique, du sentiment confortable de vivre 'chez soi', a expliqué M. Schoch. Par son «nous sommes nous», le populisme de droite satisfait tout particulièrement ce besoin social de communauté. Selon M. Schoch, le problème est que le populisme de droite néglige et condamne le côté émancipateur de la société moderne. Mais il satisfait le désir bien humain d'avoir un «nid douillet». «Suite à la perte des utopies orientées vers l'avenir, c'est cet aspect émotionnel qui rend si difficile l'opposition politique aux utopies réactionnaires du populisme de droite», a expliqué M. Schoch.

Un sujet en vue

Damir Skenderovic, historien à l'Institut d'histoire contemporaine de l'Université de Fribourg (Suisse), a ensuite défini le populisme de droite. Le populisme se caractérise par une image du monde duale, qui divise la société en deux groupes homogènes et opposés l'un à l'autre – un «peuple juste» et une «élite malhonnête». Les populistes, a expliqué M. Skenderovic, sont persuadés d'être «les seuls vrais démocrates», ceux qui se préoccupent des soucis et des opinions du peuple. Soucis prétendument négligés par le gouvernement, les partis traditionnels et les médias. Pour pouvoir parler de populisme de droite, deux autres aspects sont importants: premièrement, l'idée d'un peuple clairement

défini et délimité joue un rôle. Il en découle une démarcation vis-à-vis des «autres». Deuxièmement, le populisme de droite est souvent lié à une idéologie d'exclusion: «celle-ci part du principe qu'il y a une inégalité naturelle entre les hommes et elle renferme des éléments nationalistes et xénophobes».

Le projet de recherche «Partis populistes de droite et politique migratoire en Suisse», réalisé par M. Skenderovic en collaboration avec le politologue Gianni D'Amato de l'Université de Neuchâtel dans le cadre du PNR 40+, visait à analyser l'évolution structurelle des partis populistes de droite et à étudier leur influence sur la politique migratoire suisse. M. Skenderovic a présenté quelques résultats essentiels de ce projet en commençant par retracer l'évolution des partis populistes de droite et de leur agenda politique sur le thème de la migration depuis les années 1960.

Au cours d'une première phase allant de 1961 à 1979, ce sont surtout quatre petits partis qui se consacrent à la lutte contre «l'envahissement» de la Suisse par les étrangers. L'Action nationale, Vigilance en Romandie, le Mouvement républicain suisse et l'Union démocratique fédérale soulignaient la différence profonde des immigré-e-s et jouaient de la théorie d'une «marée d'étrangers». «Ils attisaient ainsi la peur d'une invasion par les travailleurs étrangers et leurs familles», a expliqué M. Skenderovic. Au cours de la deuxième phase, qui va de 1980 à 1991, deux nouveaux partis s'ajoutent: le Parti des automobilistes et la Lega dei Ticinesi. C'est au cours de cette phase que le concept de «culture étrangère» fait son entrée dans les débats sur la politique d'asile. Cette expression suggère un danger émanant des migrant-e-s originaires de régions extérieures à l'Europe. Au cours de la troisième phase, qui commence en 1992, des transformations importantes ont lieu dans le camp populiste de droite. «Par une radicalisation de son programme et une réorientation stratégique, l'UDC s'est transformée en un parti populiste de droite et a peu à peu

absorbé les autres petits partis de même tendance.» Par rapport aux petits partis, la «nouvelle» UDC bénéficiait de meilleures conditions pour ce qui est de l'organisation, des ressources financières et de la cohésion interne du parti.

Dans la deuxième partie de son exposé, M. Skenderovic a parlé de l'influence et de l'impact de ces partis sur la politique migratoire suisse. Au cours des années 1980, les partis populistes de droite n'étaient certes que faiblement représentés au Parlement. Cependant, ils utilisaient les possibilités de la démocratie directe pour empêcher certaines réformes. «Cela s'est traduit par le refus des nouvelles lois sur les étrangers en 1982 et du nouveau droit prévoyant une naturalisation facilitée pour les étrangers de la deuxième génération en 1983,» a dit M. Skenderovic. Dans les débats de politique migratoire des années 1990 et au début de l'actuelle décennie, ce n'étaient plus les petits partis, mais la «nouvelle» UDC qui agissait en position de force en tant que parti ayant des électeurs, étant au pouvoir et donnant sa votation. Elle a repris les slogans et les arguments des petits partis populistes de droite et a commencé à se positionner à sa droite, non seulement pour ce qui est de la politique électorale, mais aussi des arguments. Contrairement aux petits partis, la «nouvelle» UDC n'était pas considérée comme un paria. Elle disposait d'un capital historique en tant qu'ancien parti des paysans et des indépendants, avec une longue présence dans les parlements et les organes gouvernementaux. Pour les décisions de politique migratoire, elle pouvait compter sur le soutien des partis du centre-droit PRD et PDC. En effet, ceux-ci avaient décidé de pratiquer vis-à-vis de l'UDC une stratégie d'intégration dans la tradition du système suisse de concordance. À l'aide de campagnes provocantes, la «nouvelle» UDC a su maintenir la migration en tant que sujet en vue sur l'agenda politique national. Elle a utilisé les instruments de la démocratie directe pour mettre certains sujets à l'ordre du jour et influencer le cours des débats sur la politique migratoire. M. Skenderovic a pris comme



exemple la révision de la loi sur l'asile en 1997. «Les délibérations parlementaires ont eu lieu dans le contexte du rejet de la première initiative sur le droit d'asile et de la menace d'un nouveau rejet brandie par l'UDC comme une épée de Damoclès.» C'est ainsi que les prétendus «abus» sont arrivés en point de mire des débats parlementaires et que la majorité du Parlement a approuvé des mesures nettement plus sévères dans le droit d'asile.

M. Skenderovic a conclu son exposé par deux remarques critiques. Premièrement, a-t-il dit, les partis populistes de droite sont parvenus, à l'aide de quelques affirmations précises, à diffuser une certaine image des migrant-e-s qui a de moins en moins été remise en question dans les débats publics. Deuxièmement, ces partis ont su utiliser habilement le système de négociation de la démocratie suisse pour atteindre leurs buts de politique migratoire et avoir ainsi une influence considérable.

Soupçon d'abus

L'étude «Rapports aux valeurs et engagements populistes de droite en Suisse» d'Olivier Fillieule, Philippe Gottraux et Oscar Mazzoleni se penche sur l'arrière-plan idéologique des hommes et des femmes qui s'engagent au sein de l'UDC. **Oscar Mazzoleni**, politologue à l'Institut de recherche politique du Tessin (Bellinzona), en a présenté quelques résultats. Ce faisant, il a rappelé les élections législatives d'octobre 2007 où l'UDC avait eu un très bon résultat de 29%, recueillant ainsi le plus de voix. «La thématique de la migration a énormément mobilisé les partisans de l'UDC», a souligné M. Mazzoleni. Un parti qui veut récolter plus de voix doit aller chercher ses partisans et sympathisants de manière beaucoup plus directe que ce n'est jusqu'à présent le cas dans le système suisse de concordance, a-t-il dit.

Dans le cadre de leur étude, les chercheurs ont interrogé des membres de l'UDC ainsi que des élu-e-s communaux

et cantonaux dans les cantons de Zurich et de Genève en 2005 et 2006. Ils ont complété ces interviews par des observations de réunions internes et publiques ainsi que de stands d'information. Il est ainsi apparu que deux sujets principaux étaient essentiels pour les adeptes de l'UDC. D'une part, l'immigration, l'asile et les étrangers sont à l'ordre du jour. Les étrangers sont en soi suspectés et considérés comme un problème, a raconté M. Mazzoleni. «Ils doivent prou-

ver qu'ils ne se rendent pas coupables ,d'abus', faire preuve d'une ,véritable' intégration, et par leur travail, démontrer qu'ils méritent leur permis de séjour et se montrer reconnaissants envers la Suisse.» D'autre part, les sympathisants de l'UDC font profession d'une grande fierté nationale. «Il est toujours question du ,Sonderfall' qu'est la Suisse, avec toutes ses dimensions telles que démocratie directe, neutralité et réussite économique.» Ces partisans de l'UDC

Bruno Schoch, né en 1947, a fait des études de philosophie, d'histoire et d'allemand à Bâle et à Francfort-sur-le-Main. Il est membre du Conseil de la fondation de Hesse pour la recherche sur la paix et les conflits (Hessische Stiftung Friedens- und Konfliktforschung) et, depuis 1995, co-éditeur de l'expertise sur la paix. Ses grands thèmes de recherche sont le nationalisme, les conflits minoritaires et les stratégies de solution ainsi que la démocratisation dans les sociétés post-guerre civile, en particulier le Kosovo.

Damir Skenderovic a fait des études d'histoire contemporaine et moderne, d'ethnologie et de journalisme à l'Université de Fribourg (Suisse). Il a fait sa thèse de doctorat sur l'extrême droite en Suisse après 1945. De 1999 à 2002, il était Visiting Scholar au Center for European Studies de l'Université de New York. Depuis 2007, il dirige une étude sur l'extrême droite suisse dans le cadre d'un projet de recherche européen sur l'extrême droite.

Oscar Mazzoleni est politologue et a enseigné à l'Université de Paris Sorbonne 1 et à l'Institut d'études politiques (Sciences Po) à Paris. Il est aujourd'hui chargé de cours aux Universités de Genève et de Lausanne. Il fait depuis quelques années de la recherche sur le phénomène des partis populistes en Suisse et est auteur de plusieurs ouvrages, dont «Nationalisme et populisme en Suisse. La radicalisation de la ,nouvelle' UDC», et, en

collaboration avec Philippe Gottraux «L'Union démocratique du centre: un parti, son action et ses soutiens».

Oliver Geden est anthropologue culturel et collaborateur de la Fondation science et politique (Stiftung Wissenschaft und Politik), un institut de recherche qui conseille le gouvernement et le parlement allemands dans le domaine de la politique étrangère et de la défense. Ses grands thèmes de recherche sont le populisme de droite en Europe ainsi que la politique énergétique et climatique de l'UE. En 2006, il a publié une étude comparative sur l'UDC et le FPÖ «Diskursstrategien im Rechtspopulismus. Freiheitliche Partei Österreichs und Schweizerische Volkspartei zwischen Opposition und Regierungsbeteiligung», aux éditions «VS Verlag für Sozialwissenschaften» («Stratégies dans le discours des populismes de droite. Le Parti libéral autrichien et l'Union démocratique du centre, entre opposition et participation au Gouvernement»).

Boël Sambuc est «Seconda» d'origine suédoise. Elle a effectué sa scolarité ainsi que ses études de sciences politiques à Lausanne. Elle a ensuite été journaliste à la Télévision Suisse Romande pendant six ans avant de reprendre des études de droit. Elle travaille depuis de nombreuses années dans le domaine des droits de l'homme et de la protection des droits de l'homme au niveau de l'asile politique. Elle est membre de la Commission fédérale contre le racisme.

ne comprennent pas que des critiques soient exprimées à l'intérieur du pays ou à l'étranger et ils les rejettent catégoriquement.

Lors de la campagne électorale 2007, l'UDC a atteint ses partisans ainsi que leurs soucis et espoirs en mettant la politique migratoire et la défense de la Suisse sur son agenda politique. Par ses slogans, ses affiches et jeux électroniques de moutons ainsi que sa manifestation du 6 octobre 2007 à Berne, elle a utilisé la thématique de la migration de plusieurs manières: elle a joué de la division entre les tenants d'une Suisse ouverte aux étrangers et ceux d'une Suisse fermée aux immigré-e-s, a stigmatisé les opposants et transformé les victimes en coupables. L'UDC a réussi par là à rallier encore mieux ses partisans. Cette stratégie a eu pour effet de légitimer le discours xénophobe au niveau social et politique, a dit M. Mazzoleni en conclusion.

Infraction permanente à la règle

Suite aux exposés, la journaliste Beatrice Born a animé un débat au cours duquel Boël Sambuc, Oliver Geden, Damir Skenderovic, Oscar Mazzoleni et Bruno Schoch se sont exprimés au sujet des résultats de leur recherche, de l'État de droit ainsi que des buts et stratégies des partis populistes de droite. **Boël Sambuc** a insisté sur le fait que le respect et l'égalité de tous sont des valeurs essentielles de la démocratie et de l'État de droit. Selon elle, le populisme de droite mine la démocratie. La force des partis populistes de droite est en partie due au fait que les autres partis politiques ont failli à leur tâche. Mme Sambuc a ajouté qu'elle se méfiait du «nid douillet» dont avait parlé M. Schoch. En effet, elle pense que l'on risque de satisfaire à ce besoin aux dépens de la liberté d'autrui. **Oliver Geden**, qui a comparé dans une étude les partis populistes de droite en Autriche, en Suisse et en Allemagne, a fait remarquer que cette forme de populisme de droite «intelligent» n'existe pas en Allemagne. Le fait que Christoph Blocher enfonce en permanence les règles – Bruno Schoch a parlé d'«infraction

permanente aux règles» par l'UDC et Christoph Blocher – n'est pas nouveau. Il s'agit au contraire d'une stratégie permanente et d'une caractéristique des partis populistes de droite. Une autre caractéristique est la thématique des étrangers. «Il s'agit d'une thématique essentielle des partis populistes de droite», a dit M. Geden. Mais d'autres sujets tels que l'UE ou les impôts sont tout aussi importants. Les partis populistes de droite savent que ces sujets ont eu du succès par le passé et permettent d'atteindre de nombreux électeurs, a-t-il ajouté: «le fait de jouer avec les peurs des gens a toujours été une tactique payante».

Nouvelles parutions

Présentation des résultats du PNR 40+

Le Programme national de recherche 40+ comprend 13 projets de recherche. Un récapitulatif des résultats de ces études sera publié sur le site Internet du PNR 40+ (www.pnr40plus.ch)

Brochures présentant des résultats du PNR 40+

Les brochures suivantes sont disponibles à partir de mi-janvier 2008 auprès du Service de lutte contre le racisme.

Téléchargement: www.edi.admin.ch/ara (rubrique «Services»)

Commander à: ara@gs-edi.admin.ch

Les jeunes et l'extrémisme de droite: victimes, acteurs ou repentis. Comment vivent-ils la violence extrémiste, quels sont les facteurs biographiques qui les poussent à adhérer au mouvement et qu'est-ce qui les incite à en sortir?

Une publication du Service de lutte contre le racisme

Les auteurs:

- Ueli Mäder (Institut für Soziologie, Universität Basel), Wassilis Kassis (Abteilung Pädagogik des Philosophischen Seminars, Universität Basel und Pädagogische Hochschule, Fachhochschule Nordwestschweiz)
- Martin Schmid, Marco Storni (ecce gemeinschaft für sozialforschung basel)
- Thomas Gabriel (Pädagogisches Institut, Universität Zürich)

Combattre l'extrémisme de droite: mesures efficaces et instruments de travail à l'intention des communes

Une publication du Service de lutte contre le racisme

Les auteur(e)s:

- Miryam Eser Davolio, Matthias Drilling (Institut Sozialplanung und Stadtentwicklung, Fachhochschule Nordwestschweiz)
- Thomas Widmer, Christian Hirschi (Institut für Politikwissenschaft, Universität Zürich)

Ouvrage paru dans le cadre du PRN 40+

Mazzoleni, Udris / Gottraux, Philippe / Péchu, Cécile (2007): *L'union démocratique du centre: un parti, son action, ses soutiens*, Lausanne: Editions Antipodes. Collection «Le livre politique – CRAPUL».

Impressum

Newsletter électronique du Programme national de recherche «Extrémisme de droite – causes et contre-mesures» (PNR 40+), édition n°7 décembre 2007

Editeur:

Comité de direction du PNR 40+,
Fonds national suisse (FNS),
case postale, 3001 Berne
www.nfp40plus.ch

Rédaction:

Stephanie Schönholzer,
Coordinatrice du PNR 40+,
Fonds national suisse (FNS),
case postale, 3001 Berne,
sschoenh@snf.ch